

**COMMISSION DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE****COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT**

du

van

MERCREDI 23 MARS 2011

WOENSDAG 23 MAART 2011

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 17 par M. Ben Weyts, président.

Le **président**: La question n° 2191 de Mme Rutten est reportée pour cause de maladie. La question n° 2413 de M. Calvo a déjà été traitée. La question n° 2857 de Mme Musin est reportée pour cause de mission à l'étranger.

01 Question de M. Peter Dedecker à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la pénurie de personnel dans le secteur des TIC" (n° 3027)

01.01 Peter Dedecker (N-VA): Selon Fedict, les autorités fédérales ont besoin de plus de mille informaticiens supplémentaires mais ces postes restent vacants. Les chiffres de l'organisme de paiement des CCI semblent toutefois indiquer que depuis novembre 2009, on dénombre une dizaine de milliers de sans emploi dans le secteur des TIC.

Comment se fait-il que ces fonctions vacantes ne trouvent pas preneur? Combien d'emplois TIC ont été déclarés vacants en 2009 et 2010? Combien ont été pourvus? Quelles sont les prévisions pour cette année?

Le nombre d'informaticiens employés dans l'administration a baissé de 16 % au cours des cinq dernières années alors que le budget informatique a grossi de 6,5 %. Comment l'expliquer?

01.02 Inge Vervotte, ministre (*en néerlandais*): L'augmentation du budget informatique s'explique par le fait que l'informatisation du service se déroule de manière thématique. Cette évolution ne se reflète pas de manière structurelle dans l'effectif de personnel. Le recours thématique à des informaticiens par le biais des services d'eGov et de Smals est supporté par des budgets TIC. Une autre explication est que l'on fait plus souvent appel à des produits standard au lieu de développer ses propres produits. La sous-traitance est parfois plus efficace. Soyez rassurés: aucune raison sous-jacente n'explique la réduction progressive de l'effectif TIC.

En 2008, il y avait 2 offres d'emploi statutaires et 26 contractuelles pour les informaticiens dans la fonction publique; en 2009, respectivement 16 et 44 et en 2010, 77 et 25. Je ne puis faire aucune prévision pour cette année car les services publics n'ont pas encore communiqué leurs besoins.

Aucun problème ne se pose pour compléter les emplois vacants: les offres d'emploi statutaires sont complétées à 97 % et les contractuelles, à 96 %. Cette situation est notamment due à nos différentes initiatives. Une campagne de recrutement intensive spécifiquement adressée aux informaticiens a notamment été organisée. Il faut souligner que nous avons également ouvert les postes vacants à des personnes qui ne disposent pas du diplôme requis mais bien des compétences adéquates.

Le Selor dispose d'une réserve de lauréats qui sont toujours intéressés par un emploi dans les services publics. Nous pourrions puiser dans cette réserve si nécessaire.

01.03 Peter Dedecker (N-VA): Ai-je bien compris que la ministre s'inscrit en faux contre l'étude de Fedict,

qui mettrait en évidence une pénurie de mille informaticiens?

01.04 Inge Vervotte, ministre (*en néerlandais*): J'ignore la portée exacte des conclusions de Fedict. Je ne suis au courant que de la demande concrète des services et de la manière dont Selor pourvoit les postes vacants.

L'incident est clos.

02 Question de M. Kristof Calvo à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'enquête sur la base des réformes menée auprès des fonctionnaires" (n° 3146)

02.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Selon une étude récente, les fonctionnaires néerlandais ne seraient guère satisfaits des décideurs politiques auxquels ils ressortissent. Leurs plans seraient impossibles à mettre en œuvre et dictés par l'opinion publique et par des visions à court terme.

La ministre a-t-elle connaissance d'une étude comparable qui aurait été réalisée dans notre pays? Réalise-t-on des enquêtes de satisfaction spécifiques auprès des fonctionnaires fédéraux concernant la politique en matière de Fonction publique? Comment nos fonctionnaires sont-ils impliqués dans l'élaboration des notes de politique générale? Dispose-t-on de données sur les réformes souhaitées par les fonctionnaires?

02.02 Inge Vervotte, ministre (*en néerlandais*): Je ne sais pas si tout ceci relève encore de la stricte application des affaires courantes, mais mon volontarisme m'incite à expliquer ma propre vision des choses.

Il s'agit d'une question importante qui devrait retenir l'attention de tout ministre de la Fonction publique. Nous essayons de trouver des équilibres en mettant sur papier des accords clairs. Nous travaillons à cet effet avec des contrats de gestion et, à plus long terme, avec des notes de politique générale.

Je n'ai pas eu vent d'une telle enquête de satisfaction des fonctionnaires fédéraux quant aux décisions politiques en Belgique. Le SPF P&O propose aux administrations fédérales des mesures de la satisfaction du personnel en ce qui concerne le contenu de la fonction, l'environnement de travail, la valorisation, la carrière, la responsabilisation, la communication etc. Les fonctionnaires sont également impliqués dans l'élaboration des notes de politique générale relatives à la Fonction publique. Cette démarche passe par la concertation avec mon cabinet mais également par le forum des présidents, l'administrateur général, les directeurs du personnel P&O et les responsables RH. De plus, dans le passé, ces réseaux ont également préparé des livres blancs qui ont servi d'input pour les notes de politique générale de la Fonction publique. Une excellente dynamique de travail a donc été mise en place.

Les réformes souhaitées par les fonctionnaires concernent la coopération, la communication, la carrière et la rémunération. En outre, les managers réclament davantage d'autonomie et de responsabilisation. Pour un fonctionnaire dirigeant, cela revient la plupart du temps à rechercher un équilibre entre ses responsabilités sur le plan de la fonction et ses responsabilités de manager.

02.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Il est apparu lors d'une précédente question que les contrats d'administration déjà signés ne sont pas nombreux. Des sondages peuvent mettre les demandes des fonctionnaires en évidence, de manière à savoir si les décisions et réformes proposées bénéficient de leur soutien.

L'incident est clos.

03 Question de M. Kristof Calvo à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'emploi des migrants dans les services publics fédéraux" (n° 3257)

03.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Une récente étude menée par le *Migration Policy Group* et le *British Council* a conclu que la politique d'intégration de la Belgique était l'une des meilleures du monde. Ces conclusions sont fondées sur la comparaison de la situation de migrants dans 31 pays d'Europe et d'Amérique du nord.

Le chapitre 'marché de l'emploi' constitue toutefois l'un des points faibles de notre pays. Dans ce domaine, nous ne nous classons que 17^{ème} sur 31. Le rapport mentionne en particulier le faible taux d'emploi des

nouveaux arrivants dans le secteur public notamment parce que pour pouvoir occuper un poste de fonctionnaire, il faut être ressortissant de l'un des États membres de l'Union européenne et présenter un examen linguistique.

Que pense la ministre des conclusions de l'étude? Des chiffres relatifs au nombre de personnes d'origine étrangère employés dans les services publics fédéraux sont-ils disponibles? Quelle est leur évolution? Quelles initiatives la ministre a-t-elle prises ces dernières années pour accroître le taux d'emploi des nouveaux arrivants dans les services publics fédéraux et en envisage-t-elle d'autres?

03.02 Inge Vervotte, ministre (*en néerlandais*): L'administration fédérale attache une grande importance à la politique d'égalité des chances et veut, en matière d'emploi, être un reflet de la société. C'est la raison pour laquelle nous menons depuis des années une politique active en matière de diversité et d'égalité des chances.

Les emplois contractuels sont ouverts à tout le monde, sans distinction de nationalité. Pour les emplois statutaires, il faut être belge ou citoyen d'un pays membre de l'Espace économique européen. Nous mettons en œuvre un vaste programme d'action afin de favoriser la diversité dans l'administration.

Afin d'atteindre un large éventail de profils, le Selor diffuse ses offres d'emploi par différents canaux, notamment par l'entremise de plus de 500 associations s'occupant spécifiquement des personnes d'origine étrangère. Ces organisations expliquent les procédures de sélection aux personnes intéressées afin de faire baisser le seuil d'accès à ces emplois.

Dans le cadre du projet "Tour de Belgique", le Selor organise des séances d'information dans les grandes villes belges. Lors de ces séances, le Selor présente les procédures de sélection, explique sa politique en matière de diversité et présente les fonctions et les modalités d'accès.

Tous les responsables de la sélection au sein du Selor doivent suivre une formation axée sur la diversité. Ces formations servent à sensibiliser ces personnes aux facteurs psychologiques qui peuvent donner lieu à certaines discriminations. Le thème du multiculturalisme y est largement abordé. Le Selor fait par ailleurs beaucoup d'efforts pour rendre ses procédures et ses documents le plus neutres possible au plan culturel.

Chaque année, le SPF P&O invite les organismes fédéraux à lui soumettre des projets axés sur la diversité. Les meilleurs projets bénéficient d'un cofinancement à hauteur de la moitié du budget nécessaire. On dénombre en général une quinzaine de projets par an.

L'Institut de Formation de l'Administration fédérale propose également une formation concernant la diversité sur le lieu de travail. Le but de cette formation est de sensibiliser le personnel.

Pour travailler dans la fonction publique fédérale, il n'est pas nécessaire de passer une épreuve linguistique. Il ne faut pas non plus être bilingue. Le bilinguisme est bien entendu encouragé, mais seulement après l'entrée en service.

Pour des raisons liées au respect de la vie privée, nous n'enregistrons aucune donnée relative à l'origine ethnique des fonctionnaires. Les seuls chiffres disponibles ont trait à leur nationalité. Notre fonction publique compte dans ses rangs 629 fonctionnaires fédéraux possédant une nationalité étrangère.

Les personnes d'origine étrangère sont en outre incitées à postuler un emploi à l'État. Le Selor s'adresse délibérément à ce groupe-cible et veille à la neutralité des procédures de sélection. À l'avenir, la neutralité culturelle des tests de sélection sera encore accentuée plus fortement, et les procédures et documents de sélection existants seront soumis à un audit visant à vérifier leur degré de diversité.

03.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): On peut évidemment débattre de la question de savoir s'il est permis d'identifier des personnes d'origine étrangère en tant que telles, et comment il pourrait être procédé à cette identification. Mais cela ne pourrait-il pas se faire sur une base volontaire ou sur la base d'une reconnaissance patronymique? Ainsi, nous serions au moins un peu moins ignorants de la composition de nos effectifs publics. Ce gain de connaissance serait de nature à nous aider à faire encore davantage pour la diversité. Il ne serait pas mauvais que les différents services publics appliquent une méthodologie identique

dans ce domaine et harmonisent quelque peu leurs plans d'action.

L'incident est clos.

04 Question de M. David Clarinval à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'article 47 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'État" (n° 3061)

04.01 David Clarinval (MR): Quel est le nombre de décisions prises en vertu de l'article 47 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'État, tel que modifié par l'article 12 de l'arrêté royal du 29 août 2009, qui prévoit la possibilité pour un président de comité de direction de considérer certains diplômes ou formations sanctionnés par une validation des acquis comme équivalents à la réussite d'une formation certifiée?

Quelles sont les formations, avec leurs intitulés et leurs programmes, qui ont été reconnues comme équivalentes à la réussite d'une formation certifiée? Quels sont les organismes ou SPF qui ont utilisé cette possibilité?

Quelle est la composition actuelle de la Commission consultative des formations certifiées et quel est l'état de ses travaux depuis 2009?

04.02 Inge Vervotte, ministre (*en français*): Il y a eu deux cents décisions positives. Je vous communiquerai par écrit la liste des formations reconnues et des organismes les ayant reconnues.

La Commission consultative est composée du président du SPF Personnel & Organisation (P&O), de la directrice générale et du coordinateur des formations certifiées de l'Institut de formation de l'Administration fédérale (IFA) et d'un représentant par organisation syndicale représentative, ainsi que du coordinateur des formations certifiées organisées par le SPF Finances, sous la responsabilité de l'IFA. Elle se réunit en principe à la fin de chaque trimestre et, jusqu'à présent, a surtout abordé l'accélération et l'amélioration du contrôle de qualité des formations certifiées.

L'incident est clos.

05 Question de M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3091)

05.01 Tanguy Veys (VB): Les affaires courantes constituent manifestement une notion élastique. Aujourd'hui, nous sommes même partis en guerre alors que le gouvernement est en affaires courantes. Entre-temps, mon parti a déposé une plainte auprès du Conseil d'État pour non-respect de la loi relative aux affaires courantes.

Des membres de mon groupe ont déjà posé des questions, dans différentes commissions, concernant les affaires courantes et la non-promulgation des arrêtés royaux. Le gouvernement a fourni à chaque fois une réponse standard sur les critères à respecter pour promulguer des arrêtés royaux dans le cadre des affaires courantes.

Ma question est très concrète: y a-t-il, dans le cadre des compétences de la ministre Vervotte, des arrêtés royaux qui ne peuvent pas être promulgués en l'absence d'un gouvernement de plein exercice?

05.02 Inge Vervotte, ministre (*en néerlandais*): Je ne puis qu'énumérer à nouveau les dispositions légales. Un gouvernement en affaires courantes est limité dans ses tâches exécutives. La circulaire classique répète les critères mis en évidence par la doctrine. Le gouvernement peut sans problèmes traiter les questions qui relèvent de la gestion quotidienne du pays. Ensuite, il y a les questions plus importantes, qui dépassent le cadre de la gestion journalière mais qui n'exigent aucune nouvelle initiative de la part du gouvernement. Il s'agit donc de l'exécution de décisions politiques qui avaient déjà été prises avant que ne commence la

période d'affaires courantes. Je citerai enfin les affaires urgentes, qui ne souffrent aucun délai, sous peine de mettre en péril les intérêts fondamentaux de la nation. Dans ce cas également, le gouvernement en affaires courantes peut intervenir.

Le gouvernement examine chaque mesure, au cas par cas, à l'aune de ces critères. Seuls les arrêtés d'exécution qui les remplissent sont promulgués. Dans tous les cas, en ce qui concerne la Fonction publique, ces arrêtés d'exécution sont limités au maximum.

05.03 Tanguy Veys (VB): J'obtiens donc malgré tout la réponse classique. Voilà au moins un point qui fait particulièrement l'unanimité au sein du gouvernement. De toute évidence, aucun problème ne se pose dans le cadre de la Fonction publique.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 10 h 49.

De vergadering wordt geopend om 10.17 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2191 van mevrouw Rutten is uitgesteld wegens ziekte. Vraag nr. 2413 van de heer Calvo is reeds behandeld. Vraag nr. 2857 van mevrouw Musin is uitgesteld vanwege een buitenlandse zending.

01 Vraag van de heer Peter Dedecker aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over "het tekort aan ICT-personeel" (nr. 3027)

01.01 Peter Dedecker (N-VA): Volgens Fedict heeft de federale overheid meer dan duizend extra informatici nodig, maar de vacatures raken niet ingevuld. Uit cijfers van de uitkeringsinstantie UWV blijkt nochtans dat er sinds november 2009 zo'n tienduizend werklozen zijn in de ICT-sector.

Hoe komt het dat de vacatures niet ingevuld raken? Hoeveel ICT-vacatures heeft de overheid opengesteld in 2009 en 2010? Hoeveel werden er ingevuld? Wat mogen wij dit jaar verwachten?

De jongste vijf jaar is het aantal informatici dat voor de overheid werkt met 16 procent gedaald, terwijl het informaticabudget is gestegen met 6,5 procent. Hoe valt dat te verklaren?

01.02 Minister Inge Vervotte (Nederlands): Een verklaring voor de stijging van het informaticabudget is dat de informatisering van de dienstverlening op een projectmatige manier verloopt. Dat weerspiegelt zich niet structureel in het personeelsbestand. De projectmatige inzet van ICT'ers via de diensten van eGov en Smals gebeurt met ICT-budgetten. Een andere verklaring is dat vaker een beroep wordt gedaan op standaardproducten in plaats van op eigen ontwikkelingen. Soms is uitbesteding efficiënter. Wees gerust: er is geen onderliggend motief om het ICT-personeelsbestand af te bouwen.

In 2008 waren er 2 statutaire en 26 contractuele overheidsvacatures voor ICT'ers, in 2009 16 en 44 en in 2010 77 en 25. Ik kan geen voorspellingen doen voor dit jaar, want de overheidsdiensten hebben hun behoeften nog niet doorgegeven.

Er zijn geen problemen om de vacatures ingevuld te krijgen: de statutaire vacatures worden voor 97 procent ingevuld, de contractuele voor 96 procent. Dat is mede te danken aan onze verschillende initiatieven. Niet alleen was er een intensieve rekruteringscampagne, specifiek gericht op ICT'ers. Belangrijk is dat wij de vacatures ook hebben opengesteld voor mensen die niet over het juiste diploma beschikken, maar wel over de juiste competenties.

Selor beschikt over een reserve van geslaagde kandidaten, die nog steeds interesse hebben voor een baan bij de overheid. Als het nodig is, kunnen we daaruit putten.

01.03 **Peter Dedecker** (N-VA): Spreekt de minister dus de studie van Fedict tegen, waaruit zou blijken dat er een tekort is van duizend informatici?

01.04 Minister **Inge Vervotte** (Nederlands): Ik weet niet waar Fedict het precies over heeft. Ik ken enkel de reële vraag van de diensten en de invulling van de vacatures via Selor.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over "het onderzoek over het draagvlak van de hervormingen bij ambtenaren" (nr. 3146)**

02.01 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Nederlandse ambtenaren zijn volgens een recent onderzoek niet erg tevreden over hun politieke bestuurders. Hun plannen zouden onuitvoerbaar zijn en door de waan van de dag worden gedictieerd. Ze zouden ook vooral bezig zijn met kortetermijnzaken.

Heeft de minister weet van een gelijkaardig onderzoek in ons land? Gebeurt er specifiek onderzoek naar de tevredenheid van federale ambtenaren over het beleid van Ambtenarenzaken? Op welke manier worden onze ambtenaren betrokken bij de opmaak van de beleidsnota's? Zijn er gegevens beschikbaar over de door ambtenaren gewenste hervormingen?

02.02 Minister **Inge Vervotte** (Nederlands): Ik weet niet of dit allemaal nog past in een strikte toepassing van lopende zaken, maar ik zal vanuit mijn voluntarisme mijn eigen visie toelichten.

Dit is een belangrijke kwestie die elke minister van Ambtenarenzaken zou moeten bezighouden. Wij trachten evenwichten te vinden door duidelijke afspraken op papier te zetten. Daarvoor werken we met bestuursovereenkomsten en voor de langere termijn met beleidsnota's.

Ik heb geen weet van een gelijkaardig onderzoek in ons land naar de tevredenheid van federale ambtenaren over politieke beslissingen. De FOD P&O biedt voor de federale overheidsdiensten wel metingen aan naar de personeelstevredenheid op het vlak van jobinhoud, werkomgeving, valorisatie, loopbaan, responsabilisering, communicatie en andere. Ambtenaren worden ook betrokken bij het opmaken van de beleidsnota's Ambtenarenzaken. Dit gebeurt via overleg met mijn kabinet, maar ook via het forum van de voorzitters, de administrateur-generaal; de P&O-stafdirecteurs en de HR-verantwoordelijken. Daarnaast hebben deze netwerken in het verleden ook witboeken voorbereid die als input hebben gediend voor de beleidsnota's van Ambtenarenzaken. Er is dus een goede wisselwerking.

De door ambtenaren gewenste hervormingen betreffen samenwerking, communicatie, loopbaan en beloning. De managers stellen bovendien de vraag naar meer autonomie en responsabilisering. Het is voor een leidinggevende meestal zoeken naar een evenwicht tussen zijn functieverantwoordelijkheden en zijn managerverantwoordelijkheden.

02.03 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Bij een eerdere vraag is gebleken dat er nog niet veel bestuursovereenkomsten zijn afgesloten. Peilingen kunnen aan de oppervlakte brengen wat er leeft bij de ambtenaren, zodat men weet of er een draagvlak is voor beslissingen en hervormingen.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over "de tewerkstelling van nieuwkomers in federale overheidsdiensten" (nr. 3257)**

03.01 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): De Migration Policy Group en de British Council hebben uit recent onderzoek geconcludeerd dat de Belgische integratiepolitiek tot de beste van de wereld behoort. Zij hebben de positie van migranten in 31 Europese en Noord-Amerikaanse landen vergeleken en dit was hun conclusie.

Een minder punt voor ons land bleek evenwel het hoofdstuk 'arbeidsmarkt' te zijn. Daar staan we slechts 17de op 31. Het rapport wijst specifiek op de geringe tewerkstelling van nieuwkomers in onze publieke

sector, mede door het feit dat men voor een overheidsbaan de nationaliteit van een EU-land moet hebben en dat men taalexamens moet afleggen.

Wat vindt de minister van de conclusie van dit onderzoek? Zijn er cijfers beschikbaar over hoeveel mensen van vreemde origine in federale overheidsdiensten werken? Hoe evolueren die cijfers? Welke initiatieven heeft de minister de voorbije jaren genomen om de tewerkstelling van nieuwkomers in de federale overheidsdiensten te verhogen? Welke mogelijkheden ziet ze nog?

03.02 Minister **Inge Vervotte** (*Nederlands*): De federale overheid hecht veel belang aan het gelijkekansenbeleid en wil ook op het vlak van tewerkstelling de samenleving weerspiegelen. Daarom voeren wij al jaren een actief beleid inzake diversiteit en gelijke kansen.

De contractuele betrekkingen zijn open voor iedereen zonder onderscheid van nationaliteit. Voor een statutaire betrekking moet men wel Belg zijn of burger van een staat uit de Europese economische ruimte. Wij ontwikkelen een breed actieprogramma om de diversiteit bij de overheid te bevorderen.

Om diverse profielen te bereiken verspreidt Selor de jobaanbiedingen ook via specifieke kanalen. Daar zijn meer dan 500 verenigingen bij die zich toespitsen op personen van vreemde origine. Die organisaties helpen om de selectieprocedures uit te leggen, zodat de drempel verlaagt.

Met het project 'Ronde Van België' organiseert Selor informatiesessies in de grote Belgische steden. Daar doet Selor de selectieprocedures uit de doeken, legt het diversiteitsbeleid uit en stelt de functies en toegangsmodaliteiten voor.

Selor heeft een verplichte opleiding inzake diversiteit ontwikkeld voor alle selectieverantwoordelijken. Zij worden bewust gemaakt van de psychologische factoren die tot discriminatie kunnen leiden. Multiculturaliteit komt tijdens de opleiding zeer ruim aan bod. Selor doet ook veel moeite om procedures en documenten cultureel neutraal te maken.

Elk jaar lanceert de FOD P&O een oproep voor diversiteitsprojecten bij de federale organisaties. Goede voorstellen kunnen rekenen op een cofinanciering voor de helft van het budget. Meestal zijn er een vijftiental projecten per jaar.

Het Opleidingsinstituut van de Federale Overheid biedt ook een opleiding over diversiteit op de werkplek aan. Het doel van die opleiding is om de ambtenaren te sensibiliseren.

Om voor de federale overheid te werken hoeft men niet deel te nemen of te slagen voor een taalexamen. Het is evenmin noodzakelijk om tweetalig te zijn. Tweetaligheid wordt uiteraard aangemoedigd, maar pas na de indienstneming.

Wij houden wegens privacyredenen geen gegevens bij over etnische origine van de ambtenaren. De enige cijfers die beschikbaar zijn, betreffen de nationaliteit van de ambtenaren. Er zijn 629 federale ambtenaren van vreemde nationaliteit.

Personen van vreemde origine worden ook aangemoedigd om bij de overheid te solliciteren. Selor spreekt die doelgroep bewust aan en ziet toe op de neutraliteit van de selectieprocedures. Voorts zal in de toekomst de cultuurneutraliteit van de selectietests nog sterker beklemtoond worden en zal er een diversiteitsaudit gebeuren op de bestaande selectieprocedures en -documenten.

03.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Je kunt inderdaad discussiëren of en hoe men mensen van vreemde origine als dusdanig mag identificeren. Maar het zou toch vrijwillig kunnen gebeuren, of op basis van naamherkenning? Dan krijgen we tenminste wat meer inzicht in de samenstelling van ons openbare personeelsbestand. Inzicht kan het beleid helpen om nog meer te doen voor diversiteit. Het zou goed zijn dat de verschillende overheidsdiensten dezelfde methodologie toepassen op dit vlak en hun plannen wat stroomlijnen.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over "artikel 47 van het KB van 7 augustus 1939 tot regeling van de evaluatie en de loopbaan van het Rijkspersoneel" (nr. 3061)

04.01 David Clarinval (MR): Hoeveel beslissingen werden er genomen met toepassing van artikel 47 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, gewijzigd door artikel 12 van het koninklijk besluit van 29 augustus 2009, krachtens hetwelk de voorzitter van het directiecomité bepaalde diploma's of opleidingen die worden afgesloten met een validatie van de verworven kennis, kan beschouwen als zijnde gelijkgesteld met het slagen voor een gecertificeerde opleiding?

Wat zijn de namen en de programma's van de opleidingen die werden erkend als gelijkgesteld met het slagen voor een gecertificeerde opleiding? Welke instellingen of FOD's hebben van die mogelijkheid gebruik gemaakt?

Hoe is de raadgevende commissie voor de gecertificeerde opleidingen momenteel samengesteld? Kunt u een overzicht geven van de werkzaamheden van de commissie sinds 2009?

04.02 Minister Inge Vervotte (Frans): Er waren tweehonderd positieve beslissingen. Ik zal u schriftelijk de lijst bezorgen van de erkende opleidingen en van de organisaties die ze erkend hebben.

De raadgevende commissie voor de gecertificeerde opleidingen is samengesteld uit de voorzitter van de FOD Personeel en Organisatie (P&O), de directeur-generaal en de coördinator van de gecertificeerde opleidingen van het Opleidingsinstituut van de Federale Overheid (OFO), een vertegenwoordiger van elke representatieve vakorganisatie en de coördinator van gecertificeerde opleidingen die georganiseerd worden door de FOD Financiën onder de verantwoordelijkheid van het OFO. Ze komt in principe aan het eind van elk kwartaal bijeen en tot dusver heeft ze zich vooral beziggehouden met het versnellen en verbeteren van de kwaliteitscontrole van de gecertificeerde opleidingen.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Tanguy Veys aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over "het uitblijven van uitvoeringsbesluiten ten gevolge van het uitblijven van een regering met volheid van bevoegdheid" (nr. 3091)

05.01 Tanguy Veys (VB): Lopende zaken zijn duidelijk een rekbaar begrip. We zijn nu zelfs ten oorlog getrokken met een regering van lopende zaken. Ondertussen loopt er een klacht van mijn partij bij de Raad van State in verband met het niet-naleven van de wet met betrekking tot de lopende zaken.

Leden van mijn fractie hebben in diverse commissies al vragen gesteld over de lopende zaken en over het uitblijven van KB's. De regering heeft telkens een standaardantwoord gegeven over de criteria waaraan moet worden voldaan om binnen het kader van lopende zaken besluiten uit te vaardigen.

Mijn vraag is concreet: zijn er met betrekking tot de bevoegdheden van minister Vervotte KB's die niet kunnen worden uitgevaardigd omdat er geen regering met volheid van bevoegdheden is?

05.02 Minister Inge Vervotte (Nederlands): Ik kan niet meer doen dan nog eens de wettelijke bepalingen opsommen. Een regering van lopende zaken is beperkt in haar uitvoerende taken. De klassieke

rondzendbrief herhaalt de criteria die in de rechtsleer gegroeid zijn. Zaken van dagelijks beheer kunnen probleemloos worden afgehandeld. Dan zijn er de belangrijke handelingen die het dagelijks beheer overschrijden, maar die geen nieuw initiatief van de regering vereisen. Het is dus de uitvoering van beleidskeuzes die reeds vóór de periode van lopende zaken werden gemaakt. En dan zijn er ten slotte de dringende zaken die geen uitstel dulden, omdat anders fundamentele belangen van de natie kunnen worden geschaad. Ook hier mag een regering van lopende zaken optreden.

De regering weegt elke maatregel, geval per geval, af aan deze criteria. Enkel uitvoeringsbesluiten die deze toets doorstaan, worden uitgevaardigd. Voor Ambtenarenzaken zijn zij in elk geval tot een minimum beperkt.

05.03 Tanguy Veys (VB): Ik kreeg dus toch het klassieke antwoord. Op dit vlak is de regering alleszins bijzonder eensgezind. En blijkbaar rijzen er dus geen problemen bij Ambtenarenzaken.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 10.49 uur.